

ACTU

La psychiatrie souffre d'un manque de moyens

SANTÉ. Un délégué FO du Bon Sauveur entendu par une mission d'information parlementaire

PRIVÉ OU PUBLIC, l'hôpital psychiatrique connaît une dégradation de la prise en charge des malades, mais aussi des conditions de travail des personnels soignants.

Ces derniers temps, plusieurs mouvements de grève ont touché des établissements publics. Et le secteur privé n'est pas mieux loti.

Dans la Manche, les trois quarts du département sont couverts par le Bon Sauveur, une fondation qui emploie 1 700 personnes et dont les établissements historiques sont situés à Picauville et Saint-Lô.

Des problèmes de sécurité

Mardi, alors qu'un mouvement social mobilisait en particulier le public, une mission d'information parlementaire sur la psychiatrie a entendu des représentants syndicaux à l'Assemblée nationale.

Franck Houlgatte, délégué syndical du Bon Sauveur et secrétaire général de l'Union nationale des syndicats FO de la santé privée, faisait partie de la délégation : « À travers cette mission flash, à l'instar de celle qui a eu lieu sur les Ehpad, les députés veulent prendre la température, savoir comment ça se passe dans les établissements psychiatriques. »

Durant deux heures, les syndicats ont décrit une situation qui touche aussi bien le public que le privé : « C'est catastrophique, mais ce n'est pas nouveau. Ça fait des années qu'on le dit. Cette situation a engendré moins de personnel, moins de prise en charge et des patients qui se retrouvent en difficulté. On a alerté en particulier sur la dangerosité qu'elle entraîne avec des agressions quotidiennes. Car il n'y a pas suffisamment de monde et de capacité d'accueil dans les services. Des jeunes se retrouvent dans des services pour adultes, ce qui pose des gros problèmes de sécurité et d'encadrement. »

Ce tableau général vaut aussi pour la Manche : « On est concernés de la même manière », confirme Franck Houlgatte. « Le privé est même doublement pénalisé, car on dépend du même système de tarification que le public. Et cerise sur le gâteau, l'ARS (Agence régionale de santé) nous enlève des financements. »

Des moyens supplémentaires sont annoncés pour la psychiatrie. « Les 700 millions d'euros pour la France ne suffiront pas. C'est une goutte d'eau par rapport au retard qui a été pris. Si on veut vraiment améliorer la situation, prendre en charge correctement les patients, il va falloir mettre beaucoup plus. D'autant que les salaires sont bloqués depuis des années, qu'il y a de moins en moins de gens qui veulent venir travailler chez nous, car les salaires ne sont pas attractifs et les contraintes fortes. »

« De la parole et du temps »

L'ensemble de la situation fait que la psychiatrie traverse un malaise profond. Le manque de moyens est au coeur des revendications syndicales : « La psychiatrie, c'est de la parole et du temps. Aujourd'hui, on n'a plus ce temps de parole nécessaire. Cela devient compliqué dans un contexte où on nous oblige à faire des regroupements de services qui éloignent les patients de l'hôpital. On les perd - ils ne viennent plus nous voir - et on les récupère en hospitalisation d'urgence. »

Franck Houlgatte ne se fait pas d'illusions sur la mission parlementaire. « On n'en attend pas plus que les autres. On avait déjà été entendu par la mission Mattei, sous un autre gouvernement, et cela n'avait rien changé. On va suivre ça de près, mais on reste très prudent sur les suites de cette audition. »

La fédération des services publics et santé FO appelle à un mouvement de grève, première semaine de février, dont le point fort sera une marche du Havre à Matignon.

À force de fermer des lits, on n'est plus en capacité de remplir correctement nos missions.

Délégué syndical du Bon Sauveur



Franck Houlgatte est secrétaire général de l'Union nationale des syndicats FO de la santé privée.